



## Projet de mouvement mutation Catégorie C - Filière Fiscale

### Analyse et commentaires du Syndicat F.O.-DGFIP

La suppression de milliers d'emplois s'est effectuée principalement au cours de ces dernières années dans la catégorie C amenant l'Administration à procéder à de véritables saignées dans les effectifs.

**F.O.-DGFIP** dénonce cette politique qui a des conséquences néfastes sur les conditions de travail, mais aussi sur les mouvements de mutation.

L'impact et les conséquences de ces suppressions se retrouve encore dans ce projet de mouvement puisque seules 33 ,50 % des demandes obtiennent satisfaction.

Les représentants des personnels **F.O.-DGFIP** ne reviendront pas sur toutes les statistiques de ce mouvement dont certaines sont suffisamment éloquents puisque 45 départements restent fermés.

**F.O.-DGFIP** constate que le nombre de mutations accordées est très insuffisant et surtout que le nombre de rapprochements en attente est toujours trop important :

276 rapprochements restent en attente à l'issue du projet (ex : Nord, Somme, Puy de Dôme, etc. ...)

Ces deux chiffres démontrent que la situation des mutations de la catégorie C ne cesse de se dégrader.

Après le mouvement, trop de postes restent vacants : 438 postes vacants dont 358,7 en région parisienne et 79,3 en province.

L'appel des 320 lauréats du concours C attendu au 1<sup>er</sup> juin devrait en toute logique permettre à l'administration de donner satisfaction à un plus grand nombre de dossiers de mutation lors des suites du mouvement.

Toutefois, ce 1<sup>er</sup> appel ne compensera pas les postes restés vacants, c'est pourquoi **F.O.-DGFIP** demande que la DGFIP appelle le plus rapidement possible la liste complémentaire des AAI stagiaires.

Les représentants du personnel **F.O.-DGFIP**, fidèles à leurs principes, défendront et évoqueront tous les dossiers des agents qui les ont sollicité et ont confié leurs demandes de mutation.

L'Administration doit ouvrir les possibilités afin d'augmenter le taux de satisfaction et atténuer les effets d'une politique d'emploi où tout le monde est perdant, les agents comme le service public.